

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://www.jesuschristenfrance.fr/france-europe-et-christianisme/article/la-politique-des-veques-francais-un-glissement-tres-dommageable>

La politique des évêques français : un glissement très dommageable

- France, Europe et Christianisme -



Date de mise en ligne : lundi 7 novembre 2016

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

La politique des évêques français : un glissement très dommageable de la loi naturelle et de la doctrine sociale de l'Eglise à la défense du « contrat social » et du multiculturalisme

« NOS ÉVÊQUES PUBLIENT UN DOCUMENT CONSACRÉ À « RETROUVER LE SENS DUPOLITIQUE » OCCASION D'ÊTRE ENCENSÉS DANS LE QUOTIDIEN CAPITALISTE D'EXTRÊME GAUCHE LIBÉRATION. UNE GRANDE NOUVEAUTÉ, IL FALLAIT Y ALLER VOIR. »

« Si c'est dans les pages de Politique générale que je vous propose cette réflexion sur la réflexion des évêques français à propos de la politique, c'est justement que leur document est très significatif non seulement de ce qu'ils pensent eux, mais de ce qu'on essaie de penser un peu partout face à la crise migratoire, de ce que pensent nos élites, de ce qui reste de pensée au Parti socialiste éclaté en diverses prétendances, et aussi de ce que signifie la fameuse « identité heureuse » chère à Monsieur Juppé, le candidat le plus à gauche parmi tous ceux qui se présentent à la Primaire de droite. Bref, quelque part entre Emmanuel Macron, Manuel Valls et Alain Juppé, une fois de plus nos évêques pensent au Centre, ils sont par conséquent au centre du débat, ils apparaissent comme représentatifs de la caste au Pouvoir, dont ils comptent certainement parmi les plus ardents soutiens. Ils sont en ce sens magnifiquement conservateurs !

Ce qui est nouveau, ce qui est positif dans ce document, censé nous rendre le goût de la Politique ? C'est que Nosseigneurs admettent que la nouvelle question, le nouveau paradigme, l'inquiétude dominante est celle de l'identité. Oh ! Il faut attendre le sixième chapitre pour qu'il soit question de « personnes d'origines étrangères » qui se trouvent en ce moment dans notre beau Pays de France. Le fait qu'elles y soient pour y rester va semble-t-il de soi et n'est pas précisé. La religion de ces « personnes étrangères » n'est pas non plus désignée, comme s'il allait de soi qu'il s'agisse de l'islam, ou bien comme s'il ne fallait pas en parler, pour ne pas se faire de mal. Curieux oubli de la part d'hommes de religions, c'est certainement la plus grande faiblesse de ce texte. Ce qui est précisé par contre ? C'est que nous sommes en présence d'« un malaise identitaire pouvant aller jusqu'au rejet de l'autre différent ». Le débat sur l'identité - heureuse ou plutôt bien malheureuse - commence, sotto voce, par l'usage de cet adjectif, jusqu'ici incongru dans le langage de nos évêques, l'adjectif « identitaire ». L'apparition de ce mot nouveau n'empêche pas que le thème de l'Autre reste foncièrement dominant, et l'on devine ce qu'Alain Finkielkraut a appelé joliment « l'autrisme », en filigrane derrière ces mots nouveaux qui se pressent sous les plumes épiscopales. C'est parce que nous, Français de souche, nous manquons tous d'« autrisme » qu'il y a un problème. Ce qu'il faut mettre en cause en effet, c'est « le rejet » de « l'autre différent ». Nous voyons en ce moment les bus de migrants quitter la trop fameuse Jungle de Calais, cette verrue qui jusqu'ici ne semblait devoir déranger personne que les Calaisiens (des Français de la périphérie, ces Calaisiens, autant dire : personne). Les anciens habitants de la Jungle sont applaudis à leur arrivée dans tel ou tel terroir de la France bien profonde, dès leur sortie du bus, comme si déjà, malgré l'absence de Travail à leur proposer, on les suppliait de rester. Racistes les Français ? Allons donc ! Mais une fois de plus, la rhétorique est bien huilée : il apparaît commode de mettre sur le dos des autochtones « le rejet de l'autre différent », oui, un rejet qui

viendrait simplement du fait qu'il est différent.

Pour une identité qui ne donne que des droits

Au crédit de Nosseigneurs, il faut mettre le fait que ce rejet, selon eux, semble bien devoir rester exceptionnel. Le responsable de la migration n'étant évidemment pas le migrant, c'est... personne. C'est la mondialisation. « L'idée d'une nation homogène est bousculée par la mondialisation ». Vous avez bien compris : c'est une fatalité, on n'y peut rien : les nations dorénavant, en Europe, ne seront plus des nations homogènes, ce n'est plus possible. On nous affirme cela froidement, comme si cela n'était même pas susceptible d'explication ou de démonstration. C'est un fait, le point de départ de la réflexion politique actuelle : « L'idée de nation homogène est bousculée » par le vent de l'histoire, dépassée, périmée. C'est énorme ! Les grandes nations européennes, Espagne, Germanie, Grande-Bretagne, Gaule, existent depuis toujours. L'Empire romain s'est contenté d'en faire des unités administratives. Et il faudrait entériner le fait que ces nations, avec leur longue histoire et leur langue, « sont bousculées ». « Il faut redéfinir ce qu'est être citoyens français et promouvoir une manière d'être ensemble qui fasse sens ». Rien que ça ! Nos évêques parlent donc de l'identité française. Là nous avons vu une bonne nouvelle. Mais la mauvaise, c'est que pour eux, l'identité française n'existe pas. Il faut réfléchir à « ce qu'est être citoyen français » en « découvrant une manière d'être ensemble qui fasse sens ».

Quel aveu ! La manière dont les citoyens sont ensemble dans l'Hexagone en ce moment, n'est pas une manière qui fait sens. Il faut trouver le sens... Il importe de tout redéfinir. Nous sommes en plein constructivisme politique. Ces formules, qui paraissent tellement douces, sont en fait d'une extrême violence. On est en train de nous apprendre que, suite à l'arrivée de « nombreuses personnes étrangères », il faut tout repenser. Et cette fois, l'expression correcte est employée. Ce qui change tout, ce n'est pas seulement la mondialisation (qui, au contraire, pourrait et devrait renforcer nos identités dans un riche jeu d'échange international). Ce qui change tout, ce sont « les revendications communautaires ». Il faut prendre acte du fait que la France n'est plus une nation au sens homogène de ce terme, mais déjà une communauté de communautés, dans laquelle on ne saurait parler d'assimilation, parce qu'il n'y a plus de modèle unique ou homogène et que tout se trouve « à repenser ». À ma connaissance, Alain Juppé n'avait jamais défini son identité heureuse de cette manière, mais c'est bien ce qu'il veut faire et s'il crée à Bordeaux, avec l'appui de la Mairie, un immense Centre culturel musulman, c'est bien sûr dans cette perspective nouvelle d'une France qui n'est plus nationale mais communautaire.

Pour une France qui n'est pas encore née

Pourquoi ne pas le dire clairement ? Ce que nos évêques entendent nous vendre, derrière leur souci de « redécouvrir le Politique », c'est la nouvelle France multiculturelle, qui d'ailleurs reste à penser, une France qui n'existe pas encore vraiment puisqu'elle est en train de naître.

Nous assistons, écrivent-ils, à « la naissance d'une identité qui ne nie pas les autres appartenances ». L'expression doit être pesée. Elle est décisive. Elle pourrait passer pour la définition du projet français que les Politiques dans leur ensemble veulent faire avaler à la France. Mais qu'est-ce qu'une identité qui ne nie pas les autres appartenances ? C'est une identité neutre, qui soit la même pour un catholique de souche, pour un animiste érythréen (il y a tant d'Erythréens parmi les migrants soi-disant syriens) ou pour un musulman même quand il n'est pas modérément musulman. Nous nous trouvons devant une identité qui n'est plus nationale, au sens où la nation, au-delà des différences profondes entre les Provinces, représentait « quelque chose d'homogène », cela au moins jusqu'à Georges Pompidou.

Mais alors qu'est-ce que cette identité nouvelle ? Je doute pour autant qu'il s'agisse d'une identité impériale parce que je ne crois pas que qui que ce soit ne cherche à faire de la France un Empire. Reste l'identité à sa plus basse fréquence : une identité administrative, une identité de papier, qui donne des droits mais, parce qu'elle respecte trop toutes les appartenances qui lui sont antérieures, ne crée aucun devoir par elle-même.

C'est vers cette identité-là que l'on nous dirige. La France devient un territoire de la mondialisation heureuse. La France est une identité heureuse, une identité qui ne crée que des droits. Elle est vraiment pour tous, elle ne fait aucune différence entre ses anciens et ses nouveaux enfants puisqu'elle a perdu son identité nationale homogène et qu'elle se contente très bien d'une identité hétérogène.

Contre les contre-cultures

Après avoir construit ce nouveau rêve français, aboutissement de tant d'esquisses depuis « la nouvelle société de Chaban-Delmas » jusqu'à la social-démocratie giscardienne, en passant par la France modeste de Jacques Chirac, et la France multiculturelle des MM. Sarkozy et Hollande, nos évêques, tout remplis de l'importance de la circonstance, se retournent vers leurs ouailles et ils les mettent en garde. Ils désarment leurs fidèles à l'avance, en leur enjoignant de se conformer mentalement à l'inculture dominante. L'Église avait été le réservoir inépuisable de la culture occidentale lors des invasions barbares, avec des grands évêques, saint Remi, saint Loup, saint Aignan, tant d'autres, qui représentaient eux-mêmes l'élite culturelle issue de l'Empire finissant. Il ne faudra pas compter sur l'Institution ecclésiastique cette fois-ci.

Quand on lui demande ce que sera la nouvelle France des communautés, elle répond pour l'instant officiellement : « Il faudra du temps pour que tout cela trouve son sens ». Là encore : quel aveu ! Cette formule est énorme elle aussi. La France est aujourd'hui en stand-by. Il faudra du temps pour qu'elle se redécouvre dans sa nouvelle formule, le temps sans doute que les communautés, se frottant les unes aux autres, un *modus vivendi* se crée entre elles. À ce petit jeu communautaire, les chrétiens bien sûr seront perdant puisque leur religion ne construit pas de communautés, sinon, comme les chrétiens d'Orient, d'une manière contrainte, en attendant la fin... Mais surtout, écrivent nos seigneurs, il vous faut bannir « le rêve d'une contre-culture ». Là pourtant on est en plein christianisme. Le christianisme, qui ne crée aucune communauté parce qu'il n'est pas une religion de la Loi, a créé des cultures riches et foisonnantes, qui font honneur à l'humanité dans le Christ. À diverses époques de son histoire, ces cultures ont été des contre-cultures, comme actuellement dans la Chine communiste par exemple.

On sait que Benoît XVI avait employé ce terme de « contre-culture » et il l'avait fait de façon positive, lors de son voyage à Malte (2010), en exhortant les fidèles à constituer des communautés qui soient autant d' « oasis » dans lesquels puissent fleurir des contre-cultures. Le mot n'avait pas fait peur au pape allemand. Face à l'inculture dominante, face à la non-culture que les Réformes successives de l'enseignement ont rendue comme obligatoire, il faut bien sûr, avec nos évêques ou sans eux, par tous les moyens et de toutes les manières, promouvoir des contre-cultures, proposer des systèmes de références, parmi lesquels bien sûr les références chrétiennes devront être dominantes, parce qu'elles ont historiquement fait la preuve qu'elles représentent un vrai progrès humain. »

Abbé G. de Tanoüarn

Site source à consulter

[monde et vie](#)